

PUBLICATION QUADRIMESTRIELLE - JUIN | SEPTEMBRE 2021

Belgique-België  
P 407015  
1040 Bruxelles 4  
1/4167

# Phylactère

LE MAGAZINE DU CJC



## DOSSIER - CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Quels enjeux pour demain ?

LE PROJET BIEN-ÊTRE, C'EST QUOI ? - CJC // UN CAMP PATRO PLACÉ SOUS LE SIGNE DES RETROUVAILLES // KALEO : RETROUVAILLES ET GÎTES PLEINS DE VIE // RCR, ACTEUR INCONTOURNABLE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



Conseil  
de la **Jeunesse**  
Catholique

# 4

## Focus CJC

Le projet Bien-Être, c'est quoi ?

# 12

## Dossier

Changements climatiques.

# 24

## Bons tuyaux

Formations, campagnes et outils pédagogiques conseillés par la rédaction.

# 6

## Focus membres

Trois reportages au cœur des organisations membres du CJC : Patro, Kaleo, RCR.

# 20

## Paroles aux membres

Déballe ta pub !

L'influenceur de ton assiette, c'est toi - Ocarina.

Les Guides simplifient la vie de 4 000 animateurs et animatrices avec MyGuides.

# 27

## Portrait

Ghalia Djelloul,  
Secrétaire Générale BePax.

## Edito

# Il est minuit moins une, il nous faut agir avec ambition et audace !

Le 6 août 2021, le Groupe d'expert-es intergouvernemental sur l'évolution du climat, le GIEC, a publié son sixième rapport. En novembre aura lieu la COP 26 à Glasgow, les nations du monde entier devront passer à l'acte et concrétiser des engagements ambitieux pour préserver l'environnement et limiter l'impact du dérèglement climatique.

En 2022, le même groupe d'expert-es publiera deux nouveaux rapports : le premier sera consacré aux impacts des changements climatiques, à la vulnérabilité et aux mesures d'adaptation tandis que le second s'intéressera aux mesures d'atténuation (réductions d'émissions de gaz à effet de serre).

L'heure est à l'action ! De l'individu à la collectivité, du jeune au moins jeune, toutes et tous, nous avons une place à prendre, un rôle à jouer. La jeunesse et le monde de demain en ont besoin.

Les conclusions du sixième rapport du GIEC sont sans appel : il est encore temps d'agir pour limiter l'impact du dérèglement climatique provoqué par l'humanité mais il reste peu de temps. Des solutions existent pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C et le temps pour les mettre en œuvre nous est compté. Dix ans pour atteindre une réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre.

On le sait, les premières victimes des conséquences du dérèglement climatique sont les personnes les plus vulnérables. Certes, il faut agir pour réduire drastiquement et durablement les émissions de gaz à effet de serre mais cet objectif ne doit en aucun cas occulter l'enjeu social. Les défis environnementaux et sociétaux sont indissociables et doivent être considérés de front.

Au-delà d'une solidarité spontanée et essentielle, telle que celle qui s'est exprimée à la suite des dramatiques inondations que la Belgique a connu en juillet dernier et dont nous savons quelles sont une conséquence du réchauffement de notre planète, c'est une stratégie globale qu'il faut mettre sur pied. Il s'agit notamment d'une sécurité sociale renforcée pour protéger les victimes des catastrophes climatiques qui surviennent et qui surviendront.

Les enjeux sont colossaux, les constats sont sans appel et des perspectives existent. Le CJC souhaite être un acteur de changement, et à ce titre, avait déjà sensibilisé les cabinets lors des dernières élections, sur des thématiques telles que l'accessibilité des transports pour tous les jeunes, quels que soient les freins à leur mobilité, l'instauration d'une politique européenne bienveillante et inclusive à l'égard des questions d'alimentation et d'environnement ou encore l'interdiction de produits nocifs pour l'environnement et l'humain comme le glyphosate.

Plus que jamais, la jeunesse fait partie de la solution, dont les politiques doivent pouvoir soutenir et nourrir les ambitions.

Joris Fakroune  
Secrétaire Général CJC

L'heure est à l'action !  
De l'individu à la collectivité, du jeune au moins jeune, toutes et tous, nous avons une place à prendre, un rôle à jouer.

PHYLACTÈRE - PUBLICATION QUADRIMESTRIELLE DU CONSEIL DE LA JEUNESSE CATHOLIQUE (CJC) - 25, rue des Drapiers - 1050 Ixelles - 02/2303283 - info@cjc.be - www.cjc.be - ÉDITEUR RESPONSABLE - Joris Fakroune - COORDINATION - Estelle Namur - ÉQUIPE DE RÉDACTION - Ludovic Emmada, Joris Fakroune, Émilie Quenon, Estelle Namur, Victor Valet - ONT ÉGALEMENT COLLABORÉ À LA RÉDACTION DE CE NUMÉRO - Ghalia Djelloul (BePax), Aurélie Moreau (les Guides), Aude Scieur (Ocarina) - MISE EN PAGE - Urielle Coeman - IMPRIMÉ par Media Process - Imprimé sur du papier recyclé.

## Le projet Bien-Être, c'est quoi ?

*Disposer d'une politique de bien-être au travail est une obligation légale pour tout employeur en Belgique. Mais c'est également la possibilité de donner du sens au rôle d'employeur en offrant à ses travailleurs et travailleuses un environnement de travail qui leur permet de sépanouir.*

C'est à la suite de ce constat que le CJC a lancé le projet Bien-Être. En effet, les organisations membres du CJC partagent cette idée et sont conscientes de l'importance d'une politique bien-être dans leur structure. Mais que ce soit par manque de temps, d'expertise ou parce que d'autres urgences sont plus pressantes, la réalité quotidienne peut amener les associations à reporter la mise en œuvre d'une telle politique.

Dès lors, le projet Bien-Être est au service des membres du CJC et vise à les accompagner dans cette dynamique, dans une vision collective. Le projet permet également de garantir le respect des obligations d'employeur du CJC à l'égard de ses travailleurs et travailleuses.

Le CJC a donc pour volonté de proposer une vision plus progressiste du bien-être au travail, qui vise une réelle amélioration du bien-être pour les travailleurs et travailleuses. Notamment par la construction d'une expertise et la sensibilisation autour de questions sociétales comme le burnout, le harcèlement ou la surcharge informationnelle.

### Concrètement qu'est-ce qui a déjà été mis en place ou sera mis en place ?

#### Newsletter Bien-Être

La newsletter partage des informations, des conseils et des actualités sur le bien-être au travail. Elle compte déjà cinq éditions en 2021. Elle aborde par exemple les premiers secours, l'aménagement du poste de travail à domicile et la communication à distance. On a pu y retrouver une vidéo de Roger Dushime, Président du CJC, qui proposait des étirements à faire durant la journée de travail ainsi qu'un témoignage des Guides qui ont mis en place des activités fun virtuelles !

Si vous souhaitez vous aussi partager un projet relatif au bien-être au travail mis en place au sein de votre organisation, n'hésitez pas à contacter Emmeline, chargée de projet Bien-Être.

#### Accompagnement individuel des membres

Une des missions du CJC et du projet Bien-Être est le soutien aux membres. Ainsi, les organisations qui désirent se lancer dans l'implémentation d'une politique bien-être peuvent bénéficier d'un accompagnement individuel. Emmeline a eu l'occasion d'aider les Stations Plein Air du Parc Parmentier à

réaliser une analyse de risque, construire un plan global de prévention et lancer la mise en œuvre de certaines mesures, comme une brochure d'accueil bien-être. Au sein de l'équipe du CJC, une analyse des risques participative qui rassemble des travailleurs et travailleuses est en cours.

#### Formations liées au bien-être au travail

Le projet bien-être a pour ambition de proposer des formations liées au bien-être. Les travailleurs et travailleuses des organisations membres pourraient, dans le futur, participer à des formations sur les premiers secours, sur le rôle de la personne de confiance ou encore sur le burnout. En octobre 2021 s'organisent deux formations de base du secouriste en milieu professionnel, en collaboration avec la Croix Rouge.

#### Boîte à outils

Dans le futur, une « Boîte à outils » verra le jour. Les organisations membres du CJC y trouveront des modèles vierges de documents légaux qui concernent le bien-être au travail, ainsi que des aides pour les remplir. Ces supports aideront les membres dans la gestion pratique et administrative de la prévention et du bien-être au travail, qui peut parfois s'avérer lourde.

#### Partage d'expériences

Le projet Bien-Être veut aussi promouvoir le partage d'expériences entre les services internes pour la prévention et protection au travail des membres. Cela pourrait se concrétiser par des interventions, des articles écrits par les membres dans la newsletter ou des échanges en formation.

#### Page « Parole à l'équipe » dans le Phylactère

Dans certains prochains numéros du Phylactère, une page sera dédiée au bien-être au travail. Cette page abordera une thématique du bien-être au travail qui sera approfondie.

Emmeline Leman  
CJC

#### Qui est Emmeline ?

Études : Master en sciences de gestion  
Arrivée au CJC : Septembre 2020  
Plat préféré : Une bonne lasagne  
Livre préféré : Les Piliers de la Terre de Ken Follett  
Sports pratiqués : Le hockey et la course à pied  
Contact : [eleman@cjc.be](mailto:eleman@cjc.be)

« Le bien-être au travail, ce n'est pas un luxe mais une nécessité. »  
Abbet Bobet



# Un camp Patro placé sous le signe des retrouvailles

*Après une année bouleversée par des mesures restrictives et changeantes, le Patro de Champlon-Tenneville a posé ses valises à Froyennes, pour dix jours de camp « quasi normal ». Ils et elles m'ont permis de venir sur place les rencontrer, pour que je me rende compte de la manière dont ces jeunes ont vécu la crise et le déconfinement progressif.*

Je rencontre d'abord Léa. Présidente du Patro de Champlon-Tenneville depuis l'été 2020. Elle m'explique que malgré son rôle, elle est très loin de décider de tout. Les décisions se prennent avec l'équipe d'animation, elle valide si besoin. En outre, c'est elle qui est référente auprès des parents, et qui prend la parole au nom de son Patro quand c'est nécessaire.

Après Léa, c'est Lulani qui vient à ma rencontre. Animée dans la catégorie des Grand-es (14-16 ans), elle joue un rôle un peu différent des plus jeunes, puisque durant les animations, ce sont les animé-es de sa catégorie d'âge qui encadrent celles et ceux des catégories d'âge inférieures. Les Grand-es organisent également l'animation du dernier jour du camp, et mettent ainsi un premier pied dans le monde de l'animation. Puisque le thème est Hollywood, l'animation tournera autour de paparazzis ayant infiltré les cercles des stars et devant être débusqué-es.

Enfin, je rencontre Pablo qui en est à sa deuxième année d'animation. C'est donc le deuxième camp « corona » qu'il vit. Il est référent pour les Chevaliers et Étincelles (9-12 ans). Comme la plupart des activités de ce Patro se font sans distinction d'âge, il participe le plus souvent à l'animation de tout le groupe avec le reste de son équipe.

Ma première interrogation porte sur la manière dont ils et elles ont vécu les douze derniers mois. Léa explique qu'au stress de la première année de présidence s'est ajouté celui de la résilience de crise : adapter



Cela permet de se retrouver tous et toutes ensemble, indépendamment des équipes d'âge, de créer de nouvelles amitiés et d'en renouveler d'autres.

les locaux, créer des bulles, construire un camp spécifique aussi. Finalement, tout s'est bien passé, aidés par les grands locaux auxquels son Patro a accès pendant l'année, et par le nombre d'animé-es dans les équipes d'âge qui dépassait rarement les nombres imposés par les bulles. Elle précise que l'interdiction de réunir les différentes équipes d'âge fut la règle la plus compliquée à accepter car c'est ce qui fait habituellement la force de leur Patro. Elle évoque aussi l'impossibilité pour l'équipe d'animation de se réunir en présentiel et la dynamique moins emballante que ça a créé, même si leur motivation est restée au sommet. Pour Lulani, qui a plus de 12 ans, le plus dur fut la période où elle ne pouvait plus aller ni au Patro, ni aux autres activités qu'elle fréquente habituellement. Elle dit ne plus avoir eu d'espace de défolement, et n'avoir plus eu que l'école comme horizon. Pablo m'avoue que pour lui, on ne peut quand même pas parler d'année gâchée, car

si les restrictions ont mis des bâtons dans les roues de nombreuses activités et ont demandé par mal de réorganisation en interne, il a quand même pris du plaisir à animer.

Mais toutes et tous s'accordent pour dire que les assouplissements successifs de la fin du printemps et du début de l'été ont été un grand soulagement. Psychologiquement, le retour à une certaine normalité fait du bien à tout le monde, dit Léa. Cela permet de se retrouver tous et toutes ensemble, indépendamment des équipes d'âge, de créer de nouvelles amitiés et d'en renouveler d'autres. Même son de cloche pour Pablo. À ses yeux, se rassembler entre animateurs et animatrices est important, plus motivant, et facilite la compréhension. Il est également content de pouvoir à nouveau croiser l'ensemble des animé-es. Lulani explique que la reprise du Patro a été l'occasion de respirer quand toutes les autres activités étaient encore suspendues, et de revoir les ami-es qu'elle ne voit habituellement qu'au Patro. Elle évoque ce retour progressif à la liberté par un moment charnière : l'organisation de leur traditionnel souper cabaret, adapté cette année en distanciel, mais concocté par les animé-es et les animateurs et animatrices réuni-es en présentiel (avec des vidéos sur le thème « Retour en arrière » transmis aux externes sur clé usb, par exemple).

Selon mes trois interviewé-es, le camp sur le thème d'Hollywood s'est déroulé à merveille, et tous ces assouplissements leur ont facilité la tâche. La majorité des activités ont pu brasser les différentes catégories d'âge. Même les Bouts

d'chou (moins de 6 ans) ont pu profiter des quatre premiers jours d'un camp placé sous le signe des retrouvailles. En leur posant la question des conséquences de la crise sur leur fonctionnement, je vois chez elles et eux une réelle capacité d'adaptation et une envie de se projeter vers l'avant. Lulani considère que sa génération a été privée de vivre tellement de choses, qu'elle n'aspire qu'à passer un maximum de temps entre ami-es. Léa témoigne de l'envie de faire plus attention à l'inclusion dans leur Patro, de créer des activités et des camps dans lesquels tout le monde peut s'épanouir. Elle évoque aussi un groupe plus soudé que jamais. Plus pragmatiquement, elle se réjouit des mesures qui poussent les parents à déposer leur enfant au camp sans s'éterniser, et que ce changement éclair d'un contexte à l'autre se fasse de manière plus facile qu'avant. Dans le même esprit, Pablo a remarqué une attention accrue à l'hygiène qui devrait permettre de réduire les tracasseries médicales dans les camps (adieu les épidémies de gastro, par exemple).

Dans tous les cas, au CJC, on souhaite au Patro de Champlon-Tenneville, ainsi qu'à tous les autres Patros, de profiter au maximum de leurs années OJ en participant à des activités folles et en profitant de groupes accueillants et soudés ! On leur souhaite aussi une année qui continuera à les éloigner de la crise du Covid !

Victor Valet  
CJC



## Focus membres - Kaleo

# Kaleo : retrouvailles et gîtes pleins de vie

*Organisation de Jeunesse et de Tourisme Social, Kaleo est un réseau d'hébergements collectifs de qualité dont l'objectif est d'offrir un tourisme plus juste, plus solidaire, plus durable, plus ancré localement et plus épanouissant. L'association vise le développement personnel et citoyen du plus grand nombre par le dépaysement à deux pas de chez soi. Pour ce faire, l'association organise aussi des séjours scolaires, stages, weekends à thème, événements locaux et activités à vocation pédagogique. L'équipe du Phylactère vous propose un petit tour d'horizon des activités de l'été et de la rentrée, et remercie Virginie, Responsable Communication chez Kaleo, d'avoir pris le temps de répondre à nos questions.*

### Quelles étaient les thématiques des stages organisés pendant ces vacances d'été ?

Il y en avait pour tous les goûts et tous les âges (de 5 à 16 ans) : Rangerclub, pâtisserie, contes et légendes médiévales, photo, sport, aventure... Nous privilégions les activités pédagogiques et citoyennes orientées nature, durabilité et DIY, qui permettent la découverte de la faune et de la flore ou du patrimoine local de nos gîtes.

Tous nos stages, quelle que soit la thématique, connaissent un succès grandissant d'année en année, ce qui nous réjouit. Parmi les thématiques qui ont l'air de particulièrement plaire, on retrouve les stages « nature » (« Photo sac à dos », « Adventure on the road »), média (« Balance ton geek en forêt ») et Moyen-âge (« Le Seigneur des Wanneaux », « La dernière licorne »).

### Comment les thématiques sont-elles choisies ?

Il arrive que des stages soient organisés directement suite à la demande des jeunes. C'est le cas du stage « Photo et sac-à-dos » prévu à Ovipat du 1<sup>er</sup> au 8 août : il s'agit d'une demande des jeunes résidant autour du gîte et qui participent habituellement aux Récré-Actives (activités régulières proposées le plus souvent le samedi après-midi pour et par les jeunes d'Ovipat et villages environnants, sous la supervision des chargés de projets et d'animation du gîte). De manière générale, le choix des thématiques repose aussi sur les motivations et expériences des chargés de projets et d'animation, ainsi que sur l'ancrage local des stages (leur situation, les partenaires disponibles dans la région...).

### Peux-tu nous en dire plus sur les camps « Rangerclub » et sur les activités organisées dans ce cadre ?

Création de nichoir ou de panneaux didactiques, excursions et promenades, cuisine sauvage, course d'orientation, jeux d'extérieur, bricolages, safari... sont quelques exemples parlants pour ces séjours pleins d'aventures, qui mettent la nature à l'honneur. Dans le cadre de ces camps, nous collaborons avec une multitude de partenaires, l'ancrage local dans l'environnement de nos gîtes étant primordial pour nous. Les camps « Rangerclub » sont des stages organisés en partenariat avec le WWF, mais généralement nos différents stages sont toujours l'occasion de rencontrer d'autres acteurs de terrain actifs notamment dans la protection de l'environnement (Maison du développement durable de LLN, Défi Nature, Galilée ASBL, Rêve de Terre ASBL, La Ferme Le Nord...).

### Quelles seront les nouveautés de la rentrée 2021 ?

Chez Kaleo, la rentrée sera placée sous le signe des retrouvailles : retrouvailles avec les résident-es du coin via des activités dans le cadre de la semaine « Apéro des voisins » à partir du 13 septembre, retrouvailles avec le milieu associatif par l'intermédiaire de différents projets solidaires (comme le chantier des Compagnons Bâisseurs à Maboge en octobre), retrouvailles avec les groupes scolaires (nous leur avons notamment concocté de nouveaux séjours « sport » et « nature » pour la rentrée), retrouvailles enfin avec les gîteurs et gîteuses grâce à différents événements à venir (mise à disposition de kits de pêche Riveo dans nos gîtes, ateliers de cuisine sauvage, balade contée, et échappées savoureuses...). Vous pouvez retrouver plus d'informations sur ces événements sur notre site internet, [www.kaleo-asbl.be](http://www.kaleo-asbl.be), et/ou nos pages [Facebook](#) et [Instagram](#).

*Propos de Virginie Solbreux  
recueillis par Émilie Quenon  
CJC*

### Envie d'en savoir plus sur les gîtes Kaleo ?

L'association regroupe une trentaine de gîtes de grande et moyenne capacité, implantés en Wallonie et à Bruxelles, et plutôt situés « au vert ». Certains de ces hébergements disposent d'une équipe technique, d'accueil, d'animation sur place (gîtes-auberges), alors que d'autres sont à louer en toute autonomie (gîtes de groupes). L'association propose différentes formules, du bed and breakfast à la pension complète.

Kaleo prône l'accessibilité pour tous et toutes, et souhaite se positionner comme créateur de liens. L'organisation veille à être attentive et à offrir des espaces d'expression à chacun-e. Séjourner dans un gîte Kaleo a une dimension bien plus chaleureuse que de séjourner à l'hôtel. Les gîteurs et gîteuses sont invité-es à découvrir une région, à échanger avec la population locale et l'équipe du gîte, à cohabiter avec les autres gîteurs et gîteuses dans les espaces communs (jardin, réfectoire, salle de jeux...) et à prendre part à quelques tâches ménagères au sein du gîte durant leur séjour. L'esprit de groupe, la mixité sociale, le partage et le souci de la collectivité y sont primordiaux, dans le respect de chacun-e.



# Le Réseau de Consommateurs Responsables, acteur incontournable de la transition écologique

En mai 2020 (en pleine crise du coronavirus), l'Union européenne publie sa stratégie « From Farm to Fork », encouragée par les mouvements citoyens. Celle-ci prône une transition des systèmes alimentaires (incluant la production, le transport, la distribution et la commercialisation) vers un impact environnemental positif ou neutre pour répondre aux défis générés par le changement climatique. Cette stratégie converge avec le nouveau portefeuille Green Deal dont l'objectif est de « rétablir l'équilibre entre l'activité humaine et la nature ».

À l'heure où l'urgence climatique et la dégradation environnementale ne sont plus des spéculations, de nombreuses organisations membres du CJC mènent depuis plusieurs années déjà des plans d'actions concrètes en leur sein et avec leurs volontaires en faveur d'une meilleure gestion des ressources, d'une diminution de leur empreinte écologique et d'une résilience environnementale. La crise sanitaire qui nous a frappé de plein fouet n'a pas ralenti les organisations du CJC dans leurs élans de transition écologique.

Parmi les organisations membres, le Réseau de Consommateurs Responsables (RCR) est devenu l'une des plaques synergiques tournantes de la résilience environnementale à Namur. Une nouvelle équipe a rejoint Bénédicte Allaert avec l'arrivée de Michaël Damman, en tant que Coordinateur principal du RCR, Geneviève Malherbe, chargée de projet Ceinture alimentaire namuroise (CAN) et Marie Debelle, chargée de communication, de réseau et des projets « potagers collectifs ». Le petit plus de cette nouvelle équipe est que ces deux dernières nouvelles arrivées sont également des éco-conseillères.

## De la résilience à l'action

Deux projets majeurs impactent aujourd'hui positivement la ville de Namur, notamment au travers de l'appui du RCR sur les matières écologiques et alimentaires.



Le projet CAN - La ceinture alimentaire namuroise

Le projet CAN a pour objectifs de favoriser le développement de l'alimentation durable et des filières courtes locales, de sensibiliser les producteurs, les productrices, les consommateurs et consommatrices à ces thématiques, tout en proposant un soutien au développement des différents acteurs de la ceinture. Ce vaste projet permet aussi de capitaliser les apprentissages, les expériences et les savoirs liés à la consommation durable, tout en gardant l'essence du RCR, à savoir la mise en commun et le partage entre les différents acteurs du changement. La relocalisation de la production alimentaire est bénéfique pour l'économie locale, pour la création d'emplois durables et pour la santé des citoyen·nes. La centration de la chaîne agro-alimentaire sur le local, cette transition écologique, passe inévitablement par de grandes phases de sensibilisations de toutes les parties prenantes : des producteurs et productrices aux consommateurs. Le 17 juin, le Conseil Agroalimentaire Durable Namurois était officiellement institué. Le CADNamurois a pour mission d'accompagner la Ville de Namur dans la définition et la mise en œuvre d'une politique agroalimentaire plus durable du point de vue environnemental et plus juste du point de vue social. La CAN fait écho aux diverses stratégies de résiliences écologiques promues par l'Union Européenne.

## Les projets « potagers collectifs », soutenus et encadrés par le RCR

La souveraineté alimentaire, nécessaire à la relocalisation, doit passer par l'autoproduction - à petite, moyenne et grande échelles.

Le RCR soutient aujourd'hui des projets de potagers collectifs sur les terres wallonnes par le développement ou le renforcement de ces derniers. Ce soutien passe entre autres par un accompagnement, des formations, la mise en réseau de ces potagers et la cartographie de ces derniers dans une perspective de mobilisation citoyenne et de promotion.

### Sources / Pour aller plus loin

La page Facebook du projet CAN : [www.facebook.com/ceinturealimentainamuroise](https://www.facebook.com/ceinturealimentainamuroise)

Le site web du RCR : [www.asblrcr.be](http://www.asblrcr.be)

(Re)territorialiser l'agriculture : entre promotion des produits du terroir et des échanges - 28 juin 2021 : <https://uclouvain.be/fr>

Article en ligne « des potagers collectifs sources d'abondance, QiGreen : [www.qigreen.be](http://www.qigreen.be)

Article en ligne « L'horticulture comestible wallonne: une filière à très forte valeur ajoutée bientôt boostée par son propre plan stratégique »,

Sillon belge : [www.sillonbelge.be](http://www.sillonbelge.be)

En région wallonne, très peu de structures comme le RCR offrent des services aussi variés et structurés qui permettent la mise en place d'alternatives solidaire et locales de résilience économique et environnementale, comme c'est déjà le cas en Flandre et à Bruxelles.

Les potagers collectifs offrent de multiples avantages aux communautés locales, car ils contribuent à l'autonomie alimentaire via l'autoproduction et une récolte sociale très fructueuse via la création de liens entre les personnes. Différents niveaux d'expertise se retrouvent autour d'un potager partagé. Le potager devient un lien d'accueil et d'échanges, symbole d'un engagement citoyen local. L'autogestion du potager permet de renforcer la confiance en soi, en ses possibilités d'actions citoyennes. Et l'échange et la création de liens permettent une transmission d'un savoir-faire, plus respectueux de l'environnement et plus soucieux d'une consommation saine, responsable et durable.

## La résilience écologique, une affaire de toutes et tous !

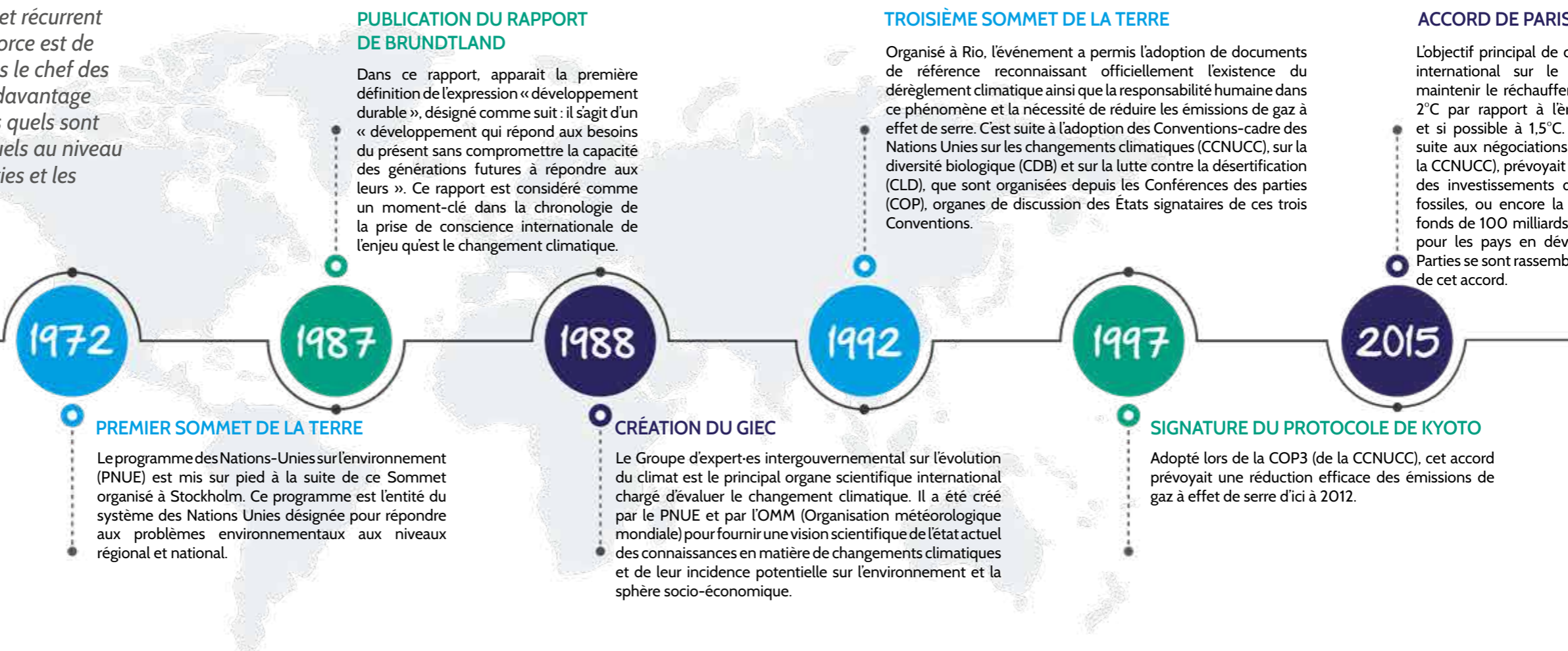
Le RCR vise et espère la création d'une dizaine de nouveaux potagers collectifs en privilégiant les projets portés par des personnes en situation de précarité ou par des structures d'accompagnement de ces personnes (CPAS, société de logements sociaux, etc). Le RCR intervient dans la recherche de terrain, la mise en place du projet, l'achat de semences, le travail de la terre, etc. De plus, le réseau fournit son aide pour tout projet en lien avec le potager. Son rôle spécifique se centre également sur la mise à disposition d'outils tels que des chartes de fonctionnement, des fiches mémo juridiques et administratives, la diffusion de ces outils via internet, une newsletter et les réseaux sociaux.

Ludovic Emmada  
CJC

## Changements climatiques : un enjeu mondial

Depuis plusieurs décennies, la lutte contre le changement climatique est un sujet récurrent au niveau mondial. Néanmoins, force est de constater une certaine inertie dans le chef des autorités même si les choses ont davantage évolué ces dernières années. Alors quels sont les enjeux environnementaux actuels au niveau mondial ? Quelles sont les stratégies et les objectifs ? Éléments de réponse.

### LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EN SIX DATES



1972

#### PREMIER SOMMET DE LA TERRE

Le programme des Nations-Unies sur l'environnement (PNUE) est mis sur pied à la suite de ce Sommet organisé à Stockholm. Ce programme est l'entité du système des Nations Unies désignée pour répondre aux problèmes environnementaux aux niveaux régional et national.

1987

#### PUBLICATION DU RAPPORT DE BRUNDTLAND

Dans ce rapport, apparaît la première définition de l'expression « développement durable », désigné comme suit : il s'agit d'un « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». Ce rapport est considéré comme un moment-clé dans la chronologie de la prise de conscience internationale de l'enjeu qu'est le changement climatique.

1988

#### CRÉATION DU GIEC

Le Groupe d'expert-es intergouvernemental sur l'évolution du climat est le principal organe scientifique international chargé d'évaluer le changement climatique. Il a été créé par le PNUE et par l'OMM (Organisation météorologique mondiale) pour fournir une vision scientifique de l'état actuel des connaissances en matière de changements climatiques et de leur incidence potentielle sur l'environnement et la sphère socio-économique.

1992

#### TROISIÈME SOMMET DE LA TERRE

Organisé à Rio, l'événement a permis l'adoption de documents de référence reconnaissant officiellement l'existence du dérèglement climatique ainsi que la responsabilité humaine dans ce phénomène et la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre. C'est suite à l'adoption des Conventions-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), sur la diversité biologique (CDB) et sur la lutte contre la désertification (CLD), que sont organisées depuis les Conférences des parties (COP), organes de discussion des États signataires de ces trois Conventions.

1997

#### SIGNATURE DU PROTOCOLE DE KYOTO

Adopté lors de la COP3 (de la CCNUCC), cet accord prévoyait une réduction efficace des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2012.

2015

#### ACCORD DE PARIS

L'objectif principal de ce premier accord international sur le climat était de maintenir le réchauffement en deçà de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle, et si possible à 1,5°C. L'Accord, qui fait suite aux négociations de la COP21 (de la CCNUCC), prévoyait en outre la baisse des investissements dans les énergies fossiles, ou encore la constitution d'un fonds de 100 milliards de dollars par an pour les pays en développement. 196 Parties se sont rassemblées dans le cadre de cet accord.

### Changement climatique : quelles stratégies à l'échelle mondiale ?

Depuis les années 1980, le développement durable constitue le cadre de référence pour les grandes organisations internationales telles que l'OCDE (l'Organisation de coopération et de développement économiques), l'Organisation des Nations Unies, ainsi que pour les programmes, fonds, institutions qui composent le Système des Nations-Unies. Le concept est également déterminant dans les négociations mondiales sur le climat et le développement, et compose le fil rouge de plans d'action destinés à répondre à ces problématiques.

Le programme à l'horizon 2030, adopté par l'ONU en 2015 pour ses 193 États-membres, ne déroge pas à cette vision. Reposant sur une approche « équilibrée » des dimensions économique, sociale et environnementale, ce programme se décline en 17 objectifs pour l'humanité - appelés objectifs de développement durable (ODD) - faisant l'objet d'une évaluation chaque année. Ces engagements ne sont pas contraignants, néanmoins plusieurs ODD renvoient à des instruments internationaux déjà conclus et contraignants. En matière de changements climatiques, plusieurs ODD portent sur les facteurs clés de ces changements, l'objectif 13 étant spécifiquement dédié à la lutte contre les changements climatiques.

À noter que la mise en œuvre de l'Agenda 2030 est coordonnée par le Forum politique de haut niveau (FPHN) qui se réunit chaque année en juillet pour évaluer les progrès de chacun. Cette année, l'événement s'est tenu du 6 au 15 juillet.

Les efforts déployés pour réduire les émissions nationales et s'adapter aux effets du changement climatique sont également monitorés au niveau mondial grâce aux « Contributions déterminées au niveau national » (CDN), qui sont les actions climatiques prévues par pays pour chaque cycle de l'Accord de Paris - un cycle ayant une durée de cinq ans. 2020 a marqué la fin du premier cycle, mais compte-tenu de l'impact de la

pandémie de COVID-19, un premier rapport de synthèse a été publié en février 2021, la version finale étant attendue pour la COP26. L'Accord de Paris est juridiquement contraignant, dans une certaine mesure, et l'élaboration de CDN est obligatoire.

Les COP liées à la CCNUCC sont quant à elles les réunions les plus importantes dans l'agenda des négociations internationales sur le climat. Outre les délégations officielles des pays signataires, les COP réunissent aussi des climatologues, des organisations de la société civile (ONG, etc.) et les médias.

## Programme à l'horizon 2030 : quels résultats ?

En matière de lutte contre les changements climatiques, l'évaluation réalisée dans le cadre du Programme à l'horizon 2030 pour l'année 2020 met en évidence que l'année 2019 a été la deuxième année la plus chaude jamais enregistrée et que celle-ci marque la fin de la décennie la plus chaude (2010-2019), entraînant avec elle des incendies de forêt massifs, des ouragans, des sécheresses, des inondations et d'autres catastrophes climatiques à travers les continents.

Dans ce rapport, est également formulée l'hypothèse que les températures mondiales sont en passe d'augmenter jusqu'à 3,2°C d'ici la fin du siècle. Pour atteindre l'objectif maximum de 1,5°C - voire 2°C - prévu par l'Accord de Paris, le rapport affirme qu'il faudrait que les émissions de gaz à effet de serre commencent à baisser de 7,6 % (en moyenne) par an à partir de 2020, cet objectif n'ayant pas été atteint pour l'année 2020 (le rapport estimait que la Covid-19 pourrait entraîner une baisse de 6 % des GES pour 2020) alors que l'année a été marquée par une réduction drastique de l'activité humaine en raison de la crise sanitaire. Lors du Haut Forum de juillet 2021, le Secrétaire Général adjoint a en outre noté que même s'il y a eu une baisse des émissions de gaz à effet de serre, les concentrations de GES ont quant à elles continué d'augmenter en 2020, atteignant de nouveaux records.

À ces problématiques, s'ajoutent l'accélération de l'acidification des océans, la poursuite de la dégradation des terres, la menace d'extinction d'espèces clés et le maintien à large échelle de modes de consommation et de production non viables.

## Rapport de synthèse des CDN

Les constats ne sont pas différents dans le rapport de synthèse initial des CDN, publié en février 2021, et qui compile les informations de 75 Parties (responsables d'environ 30 % des émissions mondiales de GES) : des efforts supplémentaires doivent être faits si l'on veut atteindre l'objectif de l'Accord de Paris concernant l'augmentation de la température mondiale de 2°C, idéalement 1,5°C. Cet objectif nécessite en effet une réduction des émissions mondiales de 45 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2010, ce qui ne semblait pas atteignable sur base des actions déjà communiquées.

Puisque ce sont les actions climatiques de chaque pays, mises « bout à bout », qui joueront un rôle déterminant dans l'atteinte ou non des objectifs de l'Accord de Paris, les Parties - et notamment les principaux émetteurs - ont été invitées à relever les ambitions de leurs (futurs) plans. Un plus grand effort de la part des principaux émetteurs est encouragé pour que l'équilibre puisse se faire avec les Parties qui sont des pays en développement, dont le plafonnement prendrait davantage de temps, et pour lesquels la lutte contre la pauvreté est une priorité de développement cruciale.

### Vers de nouveaux objectifs ?

Alors que les chiffres de l'année 2020 laissent présager que l'objectif fixé par l'Accord de Paris pourra difficilement être atteint, les prémices des conclusions d'un futur rapport du GIEC dévoilés au mois de juin pourraient amener davantage d'exigences envers les États. En effet, le brouillon de ce rapport laisse entendre que le fait de dépasser le seuil des 1,5°C ne serait pas soutenable, puisque cette hausse entraînerait déjà « progressivement, des conséquences graves, pendant des siècles, et parfois irréversibles ».

Le climat a déjà changé. Aujourd'hui, on estime que la hausse des températures moyennes depuis le milieu du 19<sup>e</sup> siècle atteint 1,1 °C. Les conséquences sont déjà là et seront de plus en plus violentes à chaque fraction de degré pris. En limitant la hausse à 2°C, ce sont jusqu'à 80 millions de personnes supplémentaires qui auront faim d'ici à 2050, estime le GIEC,

et 130 millions d'individus pourraient tomber dans la pauvreté extrême d'ici à dix ans. Le GIEC met également en avant les incertitudes qui existent autour des « points de bascule », éléments-clés dont la modification pourrait entraîner le système climatique vers un changement violent et irréversible, et sur lesquels un réchauffement de 2°C aura un impact conséquent.

De plus, dans la publication du premier volet de son sixième rapport d'évaluation (datant du 9 août), les scientifiques du GIEC ont également mis en évidence qu'il était hautement probable que notre planète franchisse à court terme - au plus tard en 2040 - le seuil des 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle. Ce rapport propose aussi plusieurs scénarios qui laissent entrevoir plusieurs trajectoires de températures pour la période 2081-2100, allant de 1,4°C et 4,4°C, les scénarios étant basés sur la mise en place de mesures plus ou moins drastiques.

### « Des mesures plus ambitieuses, plus solidaires et plus cohérentes »

Alors que les acquis de la COP21 (l'Accord de Paris) avaient déjà pu faire réagir expert-es et ONG - pour qui les changements envisagés étaient insuffisants pour contenir le dérèglement climatique - il est souhaitable que les réunions climatiques majeures qui auront lieu d'ici à la fin de l'année 2021 tiennent compte des données scientifiques les plus actuelles, et puissent aboutir à des compromis en adéquation avec ces données - notamment la limite que constituerait un réchauffement de 1,5°C.

Les conséquences problématiques d'une telle hausse des températures avaient déjà été mises en évidence par le GIEC. Durant le précédent cycle d'évaluation, entre octobre 2018 et septembre 2019, le GIEC a en effet notamment finalisé le rapport spécial Réchauffement planétaire de 1,5°C, dans lequel les impacts liés à un réchauffement de 1,5°C et de 2°C sont envisagés. C'est pourquoi nombre d'associations et d'ONG réclament depuis un certain temps que l'on se tienne à cet objectif de 1,5°C.

Nicolas Van Nuffel, président de la Coalition Climat, a réagi aux informations provisoires du GIEC sorties dans la presse et, reconnaissant qu'un premier déclic semble avoir eu lieu ces deux dernières années, il affirme aussi qu'il ne suffit pas et qu'« alors que chaque dixième de degré compte, l'heure est venue d'exiger une action plus forte et plus rapide de nos responsables politiques »<sup>1</sup>. Selon lui, la solidarité doit être de mise et « le budget carbone qu'il nous reste pour rester sous les 1,5°C de réchauffement doit être consommé au regard d'une justice sociale, d'une justice entre États développés et en développement, mais aussi avec la priorité de laisser un monde viable aux futures générations »<sup>2</sup>.

À cent jours de la COP26 - qui se tiendra à Glasgow du 1er au 12 novembre 2021 - l'ambition semble faire partie des objectifs du président de la Conférence, Alok Sharma, qui souhaite que l'accord soit le témoin du fait que les Parties aient fait en sorte de maintenir l'augmentation de la température par rapport à l'ère préindustrielle à 1,5°C<sup>3</sup>. Le Secrétaire général des Nations-Unies Antonio Guterres a, de son côté, affirmé que « nous avons besoin que tous les pays s'engagent [...] à présenter des contributions déterminées au niveau national (CDN) visant à réduire les émissions mondiales de 45% d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 2010 »<sup>4</sup>, l'atteinte de l'objectif des 1,5°C n'étant pas garanti. Il a également plaidé pour « une action climatique urgente et ambitieuse, y compris en matière de financement »<sup>5</sup>. Pour Nicolas Van Nuffel, le message qui sera porté lors de la mobilisation du 10 octobre prochain est clair : « pour faire face à l'urgence climatique, il nous faut des mesures plus ambitieuses, plus solidaires et plus cohérentes »<sup>6</sup>.

<sup>1-2-6</sup> Climat: le GIEC sonne l'alarme, la Coalition Climat appelle à la mobilisation générale | Coalition Climat (klimaatcoalitie.be)

<sup>3</sup> Alok Sharma, président de la COP 26 : « Chaque fraction de degré fait la différence » (reporterre.net)

<sup>4</sup> <https://news.un.org/fr/story/2021/07/1100082>

<sup>5</sup> <https://news.un.org/fr/story/2021/07/1100082>





# Les ambitions climatiques européennes

En décembre 2019, la Commission européenne dévoilait son Pacte vert européen (ou European Green Deal), un plan qui avait pour ambition de s'attaquer aux défis que constituent le changement climatique et la dégradation de l'environnement, l'objectif principal étant de rendre l'Union européenne climatiquement neutre d'ici 2050, conformément aux objectifs de l'Accord de Paris, tout en « ne laissant personne de côté » et en garantissant une croissance économique dissociée de l'utilisation des ressources. Le 14 juillet 2021, en vue de concrétiser le Pacte vert, la Commission européenne a présenté le paquet climat « Fit for 55 » qui consiste en une série de textes législatifs destinés à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2030. Focus sur la vision et la stratégie européenne en matière de changement climatique.

## « Fit for 55 », un plan diversifié

Avec le paquet climat « Fit for 55 », la Commission européenne a adopté une série de douze propositions visant à adapter les politiques de l'UE en matière de climat, d'énergie, de transport et de fiscalité à un nouvel objectif de réduction de GES d'ici à 2030. Ces actes législatifs dont le cœur est la tarification carbone, et que la Commission entend faire adopter à partir de 2023, devront être négociés et approuvés par les États-membres (Conseil de l'UE) et le Parlement européen. À noter que la Loi Climat, validée par le Conseil le 28 juin, constituera la base à la cinquantaine de réformes législatives prévues d'ici à l'été 2022 dans divers secteurs.

Plus concrètement, avec ce paquet, la Commission propose entre autres choses de porter la part des énergies renouvelables à 40 % de la consommation finale de l'UE d'ici à 2030, contre 20 % environ en 2019. La Commission exigera égale-

ment que les émissions moyennes des voitures neuves diminuent de 55 % à partir de 2030 et de 100 % à partir de 2035 par rapport aux niveaux de 2021, et ce afin d'accélérer la transition vers une mobilité zéro émission. Toutes les nouvelles voitures immatriculées à partir de 2035 devront être à zéro émission. Sont également proposées des mesures visant à augmenter les taxes sur le transport maritime et les carburants d'aviation. Concernant la réforme du marché du carbone de l'Union européenne - déjà existant pour les secteurs de l'industrie notamment - un nouveau marché de carbone européen pour les secteurs du chauffage et du carburant va être créé.

En outre, la Commission propose d'introduire un tarif extérieur sur le carbone qui sera progressivement appliqué à six secteurs (mécanisme d'ajustement carbone aux frontières).

Pris dans sa globalité, ce paquet qui couvre un large spectre de secteurs et de projets a provoqué des réactions plutôt positives du côté de certaines ONG pour l'environnement. Il faut dire que le Green Deal, dont le paquet législatif est issu, est lui-même apparu comme novateur au moment de sa sortie, notamment grâce à la place qui était faite au climat, véritable enjeu transversal et pierre angulaire du projet.

Certaines mesures suscitent néanmoins des craintes. C'est le cas de la mesure qui concerne la création d'un nouveau marché du carbone, qui est même identifiée comme potentiellement dangereuse d'un point de vue social. En effet, par le biais de l'inclusion des fournisseurs d'énergie, stations-service, fournisseurs de gaz et de fioul dans ce nouveau marché du carbone, ces derniers seront contraints d'acheter sur le marché du carbone des permis à polluer, et répercuteront probablement ce coût sur le tarif de leurs produits, ce qui affecterait les ménages les plus précaires. Selon Neil Makaroff, responsable Europe du Réseau Action Climat (RAC), le Green Deal devrait soutenir les citoyen-nés dans la transition, plutôt que

de les pénaliser, en mettant tout en œuvre pour rénover les logements et faire baisser la précarité énergétique. Afin de réduire l'impact d'une telle mesure, la Commission a créé un Fonds social pour le Climat destiné à soutenir les citoyen-nés de l'UE les plus exposé-es à la précarité en matière d'énergie ou de mobilité ou les plus touché-es par celle-ci. Mais les prix du marché du carbone étant volatils, d'aucuns pensent qu'il est très compliqué d'anticiper et compenser l'impact sur les ménages.

## Des ambitions environnementales

Les textes proposés dans le cadre du paquet « Fit for 55 » ont, pour rappel, l'objectif commun de réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne de 55 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2030. Ce niveau d'ambition est le fruit de négociations au sein des institutions européennes qui se sont soldées par un accord au sein du Conseil européen en décembre 2020, et qui ont permis in fine de rehausser de 15 % l'accord prévu jusque-là. Ce rehaussement, c'est la contribution de l'Union européenne à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris : l'Union et ses 27 États membres ont en effet officiellement présenté cet objectif comme leur nouvelle contribution déterminée au niveau national (CDN), mécanisme qui oblige chaque pays à présenter tous les cinq ans les mesures qu'il prévoit de mettre en place pour réduire ses émissions.



Bien qu'il soit le résultat d'un mécanisme contraignant, l'objectif de - 55 % n'en est pas moins une avancée notable, l'Union européenne et le Royaume-Uni étant les deux seuls gros émetteurs (sur un total de 18) à avoir présenté un NDC actualisé en 2020 contenant une forte augmentation de leurs objectifs de réduction des GES. D'autant que l'Europe a inscrit dans sa législation (dans la Loi européenne sur le climat) l'objectif d'une réduction des émissions de GES d'au moins 55 % d'ici à 2030, ainsi que celui de la neutralité carbone à l'horizon 2050. À partir de 2023 également, la Commission évaluera tous les cinq ans les progrès accomplis par les États-membres. Par ailleurs, un conseil scientifique consultatif européen sur le changement climatique donnera des avis sur la cohérence entre les engagements internationaux de l'UE et les politiques menées par l'Union. Il y a donc de la part de l'Europe un engagement à tenir ses objectifs, et une volonté d'établir des outils qui le garantissent.

Si le rehaussement de l'objectif était notable, il était aussi une nécessité minimum selon la Coalition Climat qui, dans l'analyse du Pacte vert qu'elle a réalisée en mars 2020, soulignait déjà qu'en « tant que pays riche et qu'émetteur historique, l'Union européenne devrait atteindre la neutralité carbone bien avant 2050 ». Selon la Coalition Climat, « c'est en effet indispensable si on veut atteindre l'objectif global de décarbonation pour 2050, comme mentionné dans le rapport spécial du GIEC sur le réchauffement planétaire de 1,5°C. Pour atteindre la neutralité carbone, la Coalition Climat estime que l'effort européen doit porter sur une réduction effective des émissions (minimum 95 % de réduction par rapport à 1990 [bien avant 2050]). En mars 2021, la Coalition Climat recommandait également à la Belgique, dans son Mémorandum pour un Green New Deal belge, de soutenir une révision des objectifs climatiques européens dans la lignée de l'Accord de Paris : réduire de minimum 60 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030 (par rapport aux niveaux de 1990) et tout mettre en œuvre pour rester en-dessous d'un réchauffement climatique de 1,5°C.

## Pour conclure

Alors que pour l'Union européenne, sa nouvelle contribution déterminée au niveau national devait servir d'exemple et pourrait inciter les partenaires internationaux à accroître leurs CDN, la perspective d'un nouveau rehaussement au sein même de l'Union devrait peut-être être envisagée, la nécessité de limiter le réchauffement à 1,5°C ayant été rappelée récemment par le GIEC. Plus largement, la Coalition Climat rappelle également que pour une reconstruction économique durable, celle-ci doit prendre en compte de manière systémique les limites planétaires et les enjeux de justice sociale. Le Green Deal et les mesures prises dans son sillage devront donc sans doute être encore renforcés et/ou questionnés avant de répondre aux ambitions qu'il s'était donné au départ.

### Sources / Pour aller plus loin

#### Objectifs de développement durable

- [Commission Justice et Paix, Objectifs du développement durable : grands enjeux, petites actions ?](#), 2020.
- [Nations-Unies, Rapport sur les objectifs de développement durable 2020](#).

#### Rapports du GIEC

- [GIEC, Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C](#), 2019.
- [Le Monde, Dérèglement climatique : l'humanité à l'aube de retombées cataclysmiques, alerte un projet de rapport du GIEC](#), 23 juin 2021.
- [GIEC, AR6 Climate Change 2021 : The Physical Science Basis \[www.ipcc.ch/report/sixth-assessment-report-working-group-i/\]\(http://www.ipcc.ch/report/sixth-assessment-report-working-group-i/\)](#)

# La Belgique face aux changements climatiques

*Comment la gouvernance climatique s'organise-t-elle en Belgique ? Et quels sont les engagements climatiques pris par notre pays envers l'Union européenne notamment ? À quels défis fait-il face au regard de l'actualité ? Cet article propose d'aborder quelques enjeux mis en lumière dans le Mémorandum pour un Green New Deal de la Coalition Climat.*

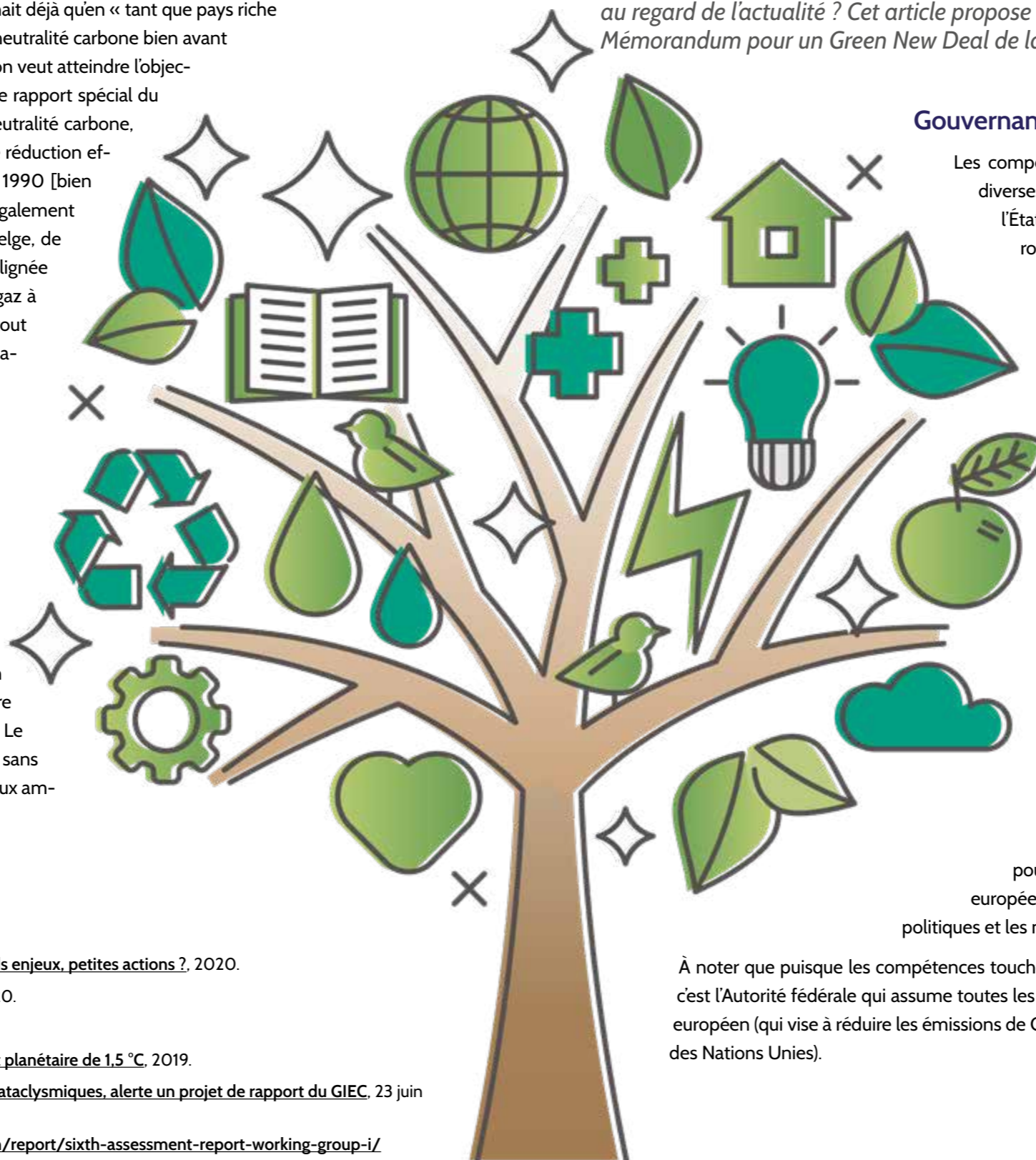
## Gouvernance et engagements climatiques

Les compétences nécessaires à la mise en œuvre de politiques climatiques sont diverses. En Belgique, ces compétences sont principalement dans les mains de l'État fédéral et des Régions, qui détiennent l'aménagement du territoire, l'environnement, le logement, l'agriculture, les transports et travaux publics. L'État fédéral détient certaines compétences importantes pour les questions climatiques, telles que la SNCB et la coopération au développement. Les politiques économique et énergétique quant à elles sont partagées par l'État fédéral et les Régions.

En tant qu'État membre de l'Union européenne, la Belgique s'est ralliée à l'objectif de tendre vers la neutralité carbone à l'horizon 2050. C'est en ce sens que le gouvernement fédéral a approuvé dans le contexte du Comité de concertation, en février 2020, la « Stratégie à long terme pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre de la Belgique », et s'est engagé, conjointement avec les gouvernements des entités fédérées, à mettre régulièrement à jour cette stratégie qui relève d'un engagement a minima. La nécessité de concevoir une telle stratégie, suggérée par la CCNUCC, a été intégrée dans un règlement de l'Union européenne qui a dès lors exigé que chaque État membre élabore et soumette une stratégie à long terme à la Commission européenne avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Par ailleurs, en 2018, l'Union européenne a également adopté un règlement qui imposait à tous les États membres de remettre à la Commission européenne un Plan national énergie - climat intégré (PNEC) pour la période 2021-2030. La Belgique a donc transmis à la Commission européenne sa version de ce plan à la fin de l'année 2019 - version qui intègre les politiques et les mesures des autorités fédérales et fédérées.

À noter que puisque les compétences touchées par les enjeux climatiques sont dans les mains de différentes entités, c'est l'Autorité fédérale qui assume toutes les responsabilités de la Belgique et de ses entités fédérées à l'égard du droit européen (qui vise à réduire les émissions de GES) et international (aux obligations dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies).



## Réduction des émissions de gaz à effets de serre

Avec la publication du paquet « Fit for 55 » de la Commission européenne, les États-membres – dont la Belgique – devront probablement revoir leurs ambitions à la hausse, à commencer par leur Plan national énergie – climat (qui fixe leurs ambitions à l'horizon 2030). Alors que les négociations sur le paquet législatif « Fit for 55 » ne font que commencer, pour le CNCD, il y a urgence à « mettre en œuvre de manière stricte les Plans Nationaux Énergie Climat et de déjà envisager leur renforcement. La Belgique [...] doit mettre les bouchées doubles pour rattraper son retard en la matière ».

Ce retard s'illustre notamment dans la part d'énergies renouvelables vers laquelle la Belgique veut tendre d'ici à 2030. Le Plan national énergie – climat belge prévoit que cette part correspondrait à 17,5 % de la consommation finale brute d'énergie. Dans son bilan de la proposition belge datant d'octobre 2020, la Commission européenne indiquait déjà que c'était peu ambitieux au regard de l'objectif contraignant qui a été attribué à la Belgique – qui s'élevait à 25 % d'énergies renouvelables.

Concernant la réduction des émissions de GES, la Belgique s'était vue attribuer l'objectif national contraignant de -35 % par rapport à 2005 pour les secteurs non soumis au système d'échange de quotas d'émission (principalement le transport, le bâtiment et l'agriculture). Dans son Plan national énergie – climat, la Belgique fixe un objectif pour les réductions d'émissions de GES conforme à l'objectif -35 %, sans le dépasser. Elle répond donc au minimum qui lui a été imposé et n'aura d'autre choix que de rehausser ses ambitions pour coller aux nouveaux objectifs européens (-55 % par rapport à 1990). Dans son Mémoire pour un Green New Deal belge, la Coalition Climat plaide donc pour que la Belgique réduise de minimum 60 % les émissions de GES d'ici 2030 et soutienne l'ambition européenne de faire de la politique climatique et de la transition vers une société bas carbone l'un des fers de lance de sa politique.

## Financement climat international

Dans son Mémoire, la Coalition Climat rappelle aussi que la Belgique doit être proactive dans une politique climatique européenne ambitieuse, laquelle doit être socialement juste et cohérente. Cette ambition vaut également dans les relations et les engagements mondiaux de la Belgique.

La politique climatique de notre pays doit être cohérente avec le développement et garantir une place centrale aux droits humains et à la justice sociale.

Le CNCD rappelle d'ailleurs que la question de la solidarité et de la confiance entre les États est un élément primordial pour faire de la COP26 un succès. Les pays développés doivent soutenir les pays en développement dans l'atteinte de leur objectif, en plus de réduire leurs propres émissions. L'Accord de Paris prévoit en effet que les pays développés fournissent collectivement 100 milliards de dollars par an pour le financement climat international (à partir de 2020), en guise de contribution juste et équitable face à la crise climatique dans laquelle les pays riches ont joué un rôle majeur. Ces engagements sont véritablement nécessaires pour permettre aux pays en développement de rehausser leurs propres efforts, et donc d'atteindre la neutralité carbone à l'échelle mondiale. En juillet, à quelques semaines de la COP26, les pays développés étaient encore loin d'avoir atteint leurs engagements en matière de financement climat international.

La Belgique faisant partie de ces pays riches, elle ne peut se soustraire à cet effort commun. Dans son Mémoire, la Coalition Climat exhorte donc le pays à prendre ses responsabilités par rapport à ces engagements, et à rehausser sa contribution en matière de financement climat international – une contribution équitable s'élevant au moins à 500 millions d'euros par an selon la Coalition Climat (contre 50 millions d'euros annuels prévus depuis 2015).

## Gouvernance climatique

Le rehaussement des ambitions de la Belgique en matière de réduction d'émissions de GES et de solidarité internationale pourrait être liés au troisième enjeu que constitue la gouvernance climatique pour la Belgique. En effet, dans le cadre de l'affaire climat – qui s'est soldée le 17 juin 2021 par la condamnation de l'État fédéral et les trois Régions pour leur politique climatique négligente – l'un des éléments incriminés comme étant un frein majeur à l'ambition climatique du pays est justement le système belge de gouvernance climatique.

qui n'incite pas les différentes entités de l'État à se coordonner.

La complexité institutionnelle est une problématique pointée du doigt depuis plusieurs années, et elle l'a encore été dans un rapport de l'OCDE datant de mars 2021. Partant de ce constat, l'OCDE a recommandé à la Belgique d'accroître l'efficacité de la coordination entre le gouvernement fédéral et les Régions, mais aussi entre les Régions elles-mêmes, notamment dans les domaines du changement climatique, de la gestion de l'eau, de la gestion des déchets et de l'économie circulaire.

De son côté, en matière de gouvernance, la Coalition Climat propose un large panel de mesures. Parmi lesquelles l'adoption d'une loi spéciale sur le climat qui permettrait d'entériner une vision à long terme nationale, accompagnée d'objectifs intermédiaires clairs, et qui assurerait une amélioration substantielle de la gouvernance climatique belge, de quoi alimenter les réflexions sur un chantier de taille pour notre pays ! Le CJC s'associe à la coalition climat et souhaite que le niveau d'ambitions des politiques climatiques soit plus ambitieux.

Sources/ Pour aller plus loin

Publications des Nations-Unies

- ONU Climat, [Le premier rapport de synthèse des NDC appelle à une plus grande ambition climatique](#), 26 février 2021.
- ONU Infos, [Développement durable : les leçons tirées de la pandémie aideront à relever les défis actuels et futurs, selon l'ONU](#), 6 juillet 2021.
- ONU Climat Infos, [Déclaration de Patricia Espinosa sur les plans climatiques nationaux soumis avant le 31 juillet](#), 31 juillet 2021.

Analyses et documents de la Coalition Climat

- Coalition Climat, [Analyse générale du Pacte vert européen](#), mars 2020.
- Coalition Climat, [Analyse : Le Plan National Énergie Climat ne répond pas à l'enjeu de la crise climatique](#), mars 2020.
- Coalition Climat, [Mémoire pour un Green New Deal belge](#), mars 2021.

Green Deal

- Climate Action Network, [The EU has a Climate Law but still fails to deliver the much needed short term climate ambition](#), 21 avril 2021.
- Commission européenne, [« Ajustement à l'objectif 55 » : atteindre l'objectif climatique de l'UE à l'horizon 2030 sur la voie de la neutralité climatique](#), 14 juillet 2021.
- Commission européenne, [European Green Deal : Commission propose transformation of EU economy and society to meet climate ambitions](#), communiqué de presse, 14 juillet 2021.
- Observatoire européen de la transition, [Le paquet climatique européen « Fit for 55 »](#), 14 juillet 2021.
- Hortense Chauvin, [Le Green Deal européen « met la contrainte sur les consommateurs plutôt que sur les industriels »](#), Reporterre, 15 juillet 2021.
- Pacte vert européen : les dates clés, Toute l'Europe, 15 juillet 2021.
- Rebecca Thissen, [Green Deal européen : l'heure est aux réformes](#), CNCD, 20 juillet 2021.

Justice climatique

- Observatoire européen de la transition, [Qu'est-ce que la Justice climatique](#), 26 mai 2021.
- CNCD-11.11., [Mallette pédagogique « Justice climatique »](#), 2021.

Solidarité internationale

- Rebecca Thissen, [Climat : sans solidarité internationale, pas de succès possible à la COP26](#), CNCD, 31 mars 2021.
- CNCD, [Financement climat : la Belgique doit payer sa juste part](#).
- CNCD, [Climat : le paquet législatif « fit for 55 » doit s'évaluer au regard de la solidarité internationale](#), communiqué de presse, 14 juillet 2021.

Belgique

- Université Saint-Louis Bruxelles pour le Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement (Service Changements climatiques), [GOUVERNANCE BELGE EN MATIÈRE DE CLIMAT](#), 2018.
- Commission européenne, [Assessment of the final national energy and climate plan of Belgium](#), 14 octobre 2020.
- Climat.be Le site fédéral belge sur les changements climatiques.
- La Belgique à la traîne pour remplir les objectifs de développement durable en 2030, BX1, 31 mars 2021.

- CNCD, [la Belgique condamnée pour son inertie climatique : l'heure du déclic est venue](#), 21 juin 2021.



# Agenda des événements pour le climat

Quelles sont les possibilités de se mobiliser pour le climat dans les mois à venir ?  
Et quels événements sont décisifs ?

16 - 22  
Septembre

Semaine européenne de la mobilité

Chaque année, la Wallonie propose de se mobiliser lors de la semaine européenne de la mobilité. Afin de préparer au mieux l'édition 2021, rendez-vous sur [la plateforme d'inspiration et de conseils](#) (Portail de la mobilité en Wallonie) pour faire le plein de trucs et astuces.

18  
Septembre

World Clean up day

Appelé aussi Journée mondiale du nettoyage, est une opération planétaire ayant pour but la lutte contre la pollution à travers des nettoyages citoyens. En Belgique, différentes organisations avaient enregistré des activités en 2020 : River Cleanup, Eneco Cleanup Beach Cup, Mooimakers, BeWapp.

19  
Septembre

Dimanche sans voiture Bruxelles

24-26  
Septembre

Grand nettoyage en Wallonie

Grand nettoyage en Wallonie : Le Grand Nettoyage de « Printemps » est une mobilisation citoyenne qui vise à sensibiliser un maximum de Wallon-nes à la problématique de la propreté publique afin de rendre nos lieux de vie et notre environnement quotidien plus propres. Toutes les infos sur le [site de BeWaPP](#).

10  
Octobre

Back to the Climate - Mobilisation de la Coalition Climat

À la veille d'un important sommet européen et de la conférence climatique de Glasgow, la Coalition Climat souhaite envoyer un signal fort en mobilisant un maximum de personnes le 10 octobre.

Le CJC sera présent, et vous ?

Plus de renseignements ? Contactez Emilie ([equenon@cjc.be](mailto:equenon@cjc.be))

11-24  
Octobre

COP 15 sur la diversité biologique

Il s'agit de la 15e session de la Conférence des parties de la Convention des Nations unies pour la diversité biologique, qui se tiendra à Kunming en Chine.

21-22  
Octobre

Sommet européen



1er - 12  
Novembre

COP26 sur les changements climatiques

Cette Conférence des Parties aura lieu à Glasgow, sous la présidence britannique et en partenariat avec l'Italie. En marge des négociations internationales sur le climat qui préparent cette COP, l'Italie organise «Youth4Climate : Driving Ambition», un événement spécial pour les jeunes qui se déroulera les 28 et 29 septembre prochain.

Émilie Quenon  
CJC

# Déballe ta pub ! L'influenceur de ton assiette, c'est toi

Le bien-être et la santé globale, sont des piliers dans notre mouvement. L'alimentation est un sujet récurrent, que l'on tente toujours d'aborder sous l'angle de l'animation. Avec nos collègues du département de la promotion de la santé de la Mutualité chrétienne, on a eu envie de parler de la problématique de l'alimentation et la publicité.

On le sait, la publicité fait partie de notre quotidien, parfois même sans qu'on s'en rende compte. Les jeunes, les enfants sont constamment exposés au marketing publicitaire. Et cela a un impact sur les adultes qu'ils et elles deviendront demain : sur leur santé, leur comportement, leur relation aux autres, leur construction identitaire et, bien entendu, leurs consommations futures.

Alors comment aborder cette thématique avec des jeunes de 10 à 12 ans, qui sont la cible des marketeurs et marketeuses publicitaires ? Comment amener les jeunes à se questionner et à faire évoluer leurs pratiques ? Et surtout comment le faire de manière sympa et dynamique ?

Saviez-vous que nous sommes exposés à environ 1500 à 2500 pubs par jour (tous supports de communication confondus) !?

« Déballe ta pub ! L'influenceur de ton assiette, c'est toi. » c'est un outil pour échanger sur le thème de « la publicité et l'alimentation » avec les jeunes de 10 à 12 ans. Un clé-sur-porte pour mener des animations avec les jeunes.

L'outil se compose de :

- **Quatre vidéos** qui abordent, avec humour et légèreté les stratégies publicitaires, l'omniprésence de la pub, l'impact de la pub alimentaire sur les enfants, le placement de produits, le marketing d'influence... Des vidéos idéales pour introduire le sujet.
- **Un dossier théorique** (67 pages) qui propose un éclairage sur la thématique de la publicité et de l'alimentation et ses fiches synthèses (27 pages en format PDF interactif), reprenant les éléments théoriques essentiels, pratiques, faciles à manipuler, avec des symboles qui guident la lecture.
- **Des pistes pédagogiques** (27 pages), très concrètes, pour explorer le sujet à partir des vidéos et préparer une animation participative adaptée aux enfants de 10-12 ans que vous accueillez, avec des propositions « clé-sur-porte ».
- **De courtes capsules** destinées aux animateurs et animatrices, qui expliquent pourquoi et comment mettre en place une animation sur base des quatre vidéos.

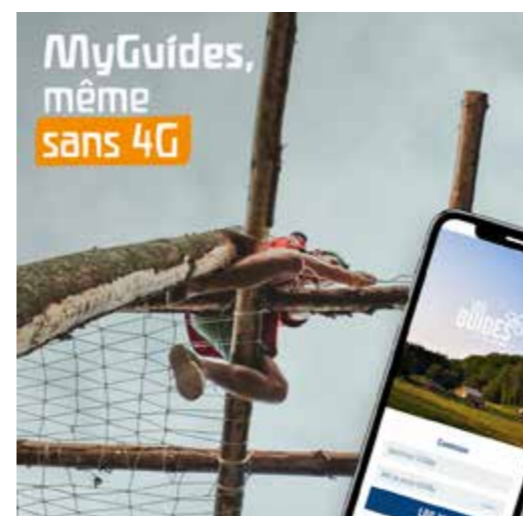
Découvrez ce super outil à utiliser sans modération !

Aude Scieur

Responsable Communication, Ocarina



# Les Guides simplifient la vie de 4 000 animateurs et animatrices avec MyGuides



Le 20 avril 2021, le mouvement de jeunesse Les Guides a lancé l'application web MyGuides pour simplifier la vie de leurs 4 000 animateurs et animatrices. Contenu sur mesure, espace de partage, accès à l'information en temps réel, to do list, bons plans... MyGuides est un service « tout en un » adapté au profil de celui ou celle qui l'utilise.

Disponible sur ordinateur, tablette ou smartphone et accessible même hors connexion, l'application est le fruit d'un travail d'une année en collaboration avec Epic Agency (entièrement à distance) et avec le soutien du Fonds Go Digit !, géré par la Fondation Roi Baudouin.

## Une application « tout en un »

Grâce à MyGuides, ces jeunes peuvent avoir accès à tous les documents administratifs, à tout le contenu pédagogique nécessaire à leur animation, à une tonne d'activités, de jeux, de recettes et de bons plans. Et grâce aux notifications, les animateurs et animatrices restent informés de l'actualité Guide en temps réel.

Pour plus d'informations sur les challenges liés à ce projet, vous pouvez contacter :  
- 02/738.40.70 - [aurelie.moreau@guides.be](mailto:aurelie.moreau@guides.be)

## Un espace de partage pour booster la créativité

Chacun-e a la possibilité de partager des jeux, activités et recettes. Une aubaine pour pousser encore plus loin les limites de leur créativité, tout en s'inspirant de ce qui rencontre un vrai succès dans d'autres groupes. Cet espace de partage permet à plus de 4 000 animateurs et animatrices partout en Belgique d'entrer en connexion. En bref, c'est une nouvelle communauté en ligne, grâce à laquelle chacun-e devient une source d'inspiration pour les autres.

## Des fonctionnalités au service des animateurs et animatrices

En plus de l'espace de partage, MyGuides propose un système de to do list qui permet aux staffs de gérer la préparation pédagogique et logistique de leur camp, leurs échéances administratives, leurs demandes de subsides...

Une liste de contacts est également disponible. Cellule de Crise des Guides, Centre Antipoisons, urgences, police, Child Focus... peuvent être appelés depuis MyGuides.

## Un jeu de piste virtuel pour découvrir l'application

Pour se familiariser rapidement avec MyGuides, les animateurs et animatrices ont participé à un jeu de piste virtuel, « l'énigme de l'œuf d'or ». Au total, seize œufs étaient répartis dans l'application et devaient être retrouvés grâce à des petits jeux et des énigmes, en moins de 24 heures. Une belle manière de parcourir et s'approprier ce nouvel outil à travers le jeu et l'animation.

## Une appli, pourquoi ?

Ce projet émane d'une demande explicite de nos animateurs et animatrices : proposer un outil complémentaire à nos publications papier et simplifier l'accès à l'information. L'ambition derrière ce projet était également de leur permettre de se concentrer sur leur spécialité : l'animation, au travers d'un outil entièrement digital.

## Accéder à MyGuides

Vous voulez découvrir l'application ? Rendez-vous sur : [www.myguides.be](http://www.myguides.be).  
Identifiant : Userpresse  
Mot de passe : presse

Aurélien Moreau

Chargée de communication, Les Guides

## ESCAPEBOX - RELANCE TON ÉQUIPE // ACCOMPAGNEMENT D'ÉQUIPE

Besoin d'un coup de pouce pour relancer la dynamique d'équipe et repartir sur une lancée saine et positive après ce confinement ? L'asbl Résonance vous propose un escape game mobile, allié à des moments de réflexion sur le retour au travail après la crise sanitaire. Vous pourrez faire un bilan de l'activité pendant les périodes de confinement et trouver des pistes pour relancer la dynamique d'équipe. Cet accompagnement d'équipe se déroule sur une journée. *Pour en bénéficier, rendez-vous sur le site de Résonance :* [www.resonanceasbl.be](http://www.resonanceasbl.be).

## FESTIVAL NOURRIR BRUXELLES // ÉVÈNEMENT

Nourrir l'Humanité, c'est un mouvement qui vise à rassembler, soutenir, multiplier et donner une voix aux nombreuses initiatives et projets en faveur de la transition vers des systèmes alimentaires agroécologiques et solidaires. Leur première édition Bruxelloise aura lieu du 16 septembre au 16 octobre. Vous pourrez y retrouver Déclat en Perspectives du 17 au 19 septembre lors de la Tournée des Possibles. *Plus d'information sur* <https://nourrir-humanite.org>.

# L'info autrement

### ⬆️ TOPS

Pour la première fois, le CJC a réalisé une vidéo pour la Journée mondiale de la Jeunesse qui a lieu le 12 août, avec la participation des jeunes de Bas Les Masques. Vous pouvez la retrouver sur page Facebook du CJC.

Du 23 au 27 août a pu avoir lieu le « ACT FOR CLIMAT CAMP » au gîte Kaleo de Han-sur-Lesse. Cinq jours d'animations et rencontres sur le climat organisé par le CNCD dont quinze jeunes ont pu profiter.

### ⬇️ FLOPS

Les résultats désastreux du premier volet du sixième rapport d'évaluation du GIEC.

La prise de Kaboul par les talibans, qui menace, entre autres, les droits et la survie des femmes et des enfants.

Le nombre de féminicides en Belgique depuis le début de l'année 2021 s'élève à 17.

## CJC // FORMATIONS

Le CJC propose un nouveau programme de formations 2021-2022. Ces formations Laby ont pour objectif d'aiguiller les équipes d'animation des associations dans leur travail et de leur faire découvrir les spécificités du secteur de la Jeunesse. Développement de nouvelles compétences, rencontres et partages d'expériences constituent les maîtres mots des formations Laby du CJC. Les prochaines formations sont les Laby Secteur J : les enjeux institutionnels en novembre, et la Laby Secteur J : les financements de projets en décembre.

*Plus d'informations sur le site du CJC :* <https://cjc.be/-Formations-.html>.

En octobre 2021, le CJC organise des formations de base du secouriste en milieu professionnel dispensées par la Croix-Rouge. Ces formations, d'une durée de trois jours auront lieu à Bruxelles et à Namur. *Plus d'informations et inscriptions sur le site du CJC :* [https://cjc.be/Formation-secourisme.html#formulaire\\_formidable-33](https://cjc.be/Formation-secourisme.html#formulaire_formidable-33).

## Lutter ensemble pour une société hospitalière et inclusive

*« La sociologie est un sport de combat », disait Pierre Bourdieu dans le documentaire qui lui est consacré par Pierre Carles. Il ajoute « On s'en sert pour se défendre, essentiellement, et on n'a pas le droit de s'en servir pour faire des mauvais coups ». Cette formule résume assez bien la manière dont j'envisage, non pas la sociologie en tant que discipline scientifique, mais la manière d'exercer le métier qui en découle. Passion et vocation, j'ai coutume de dire qu'être sociologue est la seule identité que j'ai choisie. C'est pourquoi elle occupe une place si importante dans ma vie.*

Lors de mon enfance insouciante, gorgée de soleil et de grands espaces, rien ne semblait pouvoir assouvir ma curiosité dévorante. Je compris pourtant très vite que mon identification comme fille me réservait quelques obstacles dans la vie. Je ne pouvais pas me mouvoir comme je le souhaitais, aussi bien dans l'espace, que dans la société. Née et ayant grandi en Algérie dans un contexte de violence politique qui culmina en guerre civile, mes premières années de vie m'apprirent la centralité de la solidarité pour survivre et résister, individuellement et collectivement.

Je fus mise à l'abri à l'âge de 11 ans, en m'installant en Suisse. Cette transplantation occasionna un grand choc culturel, et je mis plusieurs années à désapprendre les normes et les valeurs sociales acquises, et à en intérioriser de nouvelles, afin de m'adapter et me fonder dans ce nouvel environnement. Durant ce parcours, je suis la cible d'une autre guerre, de basse intensité, qui fait peser sur moi un véritable handicap pour prendre place dans la société : le racisme qui colle des stéréotypes sur ma peau, et génère des préjugés à mon égard. Je suis assignée à porter la parole d'un groupe, et sommée de justifier son humanité.



Ma rencontre avec la sociologie à 19 ans fut une évidence : je trouvais enfin des outils pour observer et comprendre la société, m'y situer et faire face aux rapports de pouvoir dans lesquels j'étais prise. La sociologie mit des mots pour affronter des traumatismes et panser des blessures, mais également me mouvoir entre les collectivités, créer du lien et faire œuvre de médiation.

Longtemps, l'exercice de ce métier à partir du monde académique répondit à ma soif de connaissances, mais laissa insatisfait

mon besoin d'agir, rendu impérieux par la naissance de mes enfants et mon envie de transformer le monde dans lequel ils allaient grandir. C'est ainsi que mon chemin rencontra celui de BePax dont je suis Secrétaire générale depuis octobre 2020. J'y mets mon énergie et mon art du combat au service d'une action collective de lutte contre les discriminations, pour rendre la société plus hospitalière et inclusive.

Ghaliya Djelloul  
Secrétaire Générale BePax

# Fédération d'Organisations de Jeunesse reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles

Le Conseil de la Jeunesse Catholique (CJC) regroupe 25 associations œuvrant dans le domaine de la Jeunesse.



**CONTACT**  
 Conseil de la Jeunesse  
 Catholique  
 Rue des Drapiers 25  
 1050 Ixelles  
 02 230 32 83  
 cjc@cjc.be  
 www.cjc.be

Pour suivre l'actualité des Organisations de Jeunesse, rendez-vous sur la plate-forme

**ORGANISATIONS DE JEUNESSE.be**  
 Plate-forme associative des Organisations de Jeunesse

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
 de la Région wallonne et de la Région Bruxelles-Capitale.